

CONTRE LA CRISE

Une manif et après ?

Raymond Klein

La crise a ranimé les luttes sociales et les débats entre progressistes. D'un côté la détermination de ne pas lâcher sur les droits acquis, de l'autre la conscience qu'il faut développer un nouveau modèle économique et sociétal.

Jean-Claude Reding tient sa revanche. Le président de l'OGBL qui, en avril 2006, lâché par ses camarades du LSAP, avait dû avaler la couleuvre de la suspension de l'indexation des salaires, vient de frapper un grand coup. Samedi dernier, à l'initiative de son syndicat, a eu lieu une grande manif, comparable à celles de 1973 et de 1982, également dans des contextes de crise. À la différence de ces deux mobilisations historiques cependant, la présente ne contribuera pas à mettre la gauche au pouvoir - les socialistes y sont déjà, et une éviction du CSV comme en 1974 est hautement improbable. Dans cette situation sans issue politique plausible, le succès de la mobilisation n'en est que plus remarquable.

Rien n'a pu empêcher ces salariés luxembourgeois, réputés flegmatiques, de descendre dans la rue : ni le spectacle peu engageant du rassemblement violent de sidérurgistes du début du mois, ni les railleries mettant en doute la pertinence d'une manif sans objectifs clairs, ni le signal apaisant envoyé par la tripartite du 6

mai. C'est que l'appel signé par sept syndicats répondait aux inquiétudes de la population face à la crise : il fallait défendre les acquis sociaux « en lançant un avertissement sérieux aux organisations patronales et en mettant en avant des exigences claires à nos responsables politiques ».

Faut pas payer !

Ainsi, le Luxembourg a été entraîné dans ce grand mouvement social qui s'exprime à travers l'Europe. La Confédération européenne des syndicats (CES) avait appelé à plusieurs manifs du 14 au 16 mai, considérant qu'« il n'est pas acceptable que les travailleurs et les citoyens paient la facture d'une crise dont ils ne sont pas à l'origine ». Sachant que les crises entraînent souvent un démontage social, la prompte mobilisation syndicale au Luxembourg et ailleurs donne à penser qu'il pourrait en être autrement cette fois-ci.

Les journées d'action de la CES s'adressaient notamment aux institutions européennes, fer de lance de l'offensive de libéralisation depuis les années 80. Un premier coup d'arrêt vient d'être porté à cette offensive à travers le blocage, par les parlementaires européens, de la nouvelle directive sur le temps de travail, qui aurait ouvert la porte à un allongement massif de la durée de travail hebdomadaire.

Cependant, la manière de faire de la politique au niveau européen reste profondément marquée par des décennies de pensée unique, de lobbyisme et d'institutionnalisation de principes libéraux. « Il ne faudra pas élire des parlementaires européens qui hésiteraient à placer les valeurs sociales au-dessus des libertés de marché », a réclamé Frank Bsirske, chef du syndicat allemand Verdi, invité par « Déi Gréng » pour un débat lundi dernier. Et d'annoncer : « Nous allons faire le tour des candidats. »

Bsirske se réfère notamment à la série d'arrêts de la Cour de justice européenne sur l'interprétation de la directive sur le détachement des travailleurs, qui a entre autres frappé le Luxembourg et l'Allemagne (woxx 960). Le tribunal avait estimé qu'aussi bien les législations nationales du travail que le droit de grève devaient être mis en concordance avec les principes du marché unique. Pour contrer cette introduction de Bolkestein par l'arrière-porte, les idées n'ont pas manqué. L'eurodéputé vert Claude Turmes s'est prononcé en faveur d'une réforme de la directive, afin de « faire retrouver le nord » à la Cour européenne. Face à la difficulté de communiquer sur les arcanes de la législation européenne - après tout, les syndicats avaient longtemps cru eux-mêmes que la directive détachement leur était favorable - Bsirske

a appelé à « réduire la complexité ». « Pour un même travail effectué dans un même pays, il faut un même salaire, voilà notre revendication. Tout le monde peut comprendre cela », a lancé le syndicaliste allemand. Il a rappelé que la dérive libérale du projet européen avait abandonné la logique d'harmonisation des réglementations pour les mettre en concurrence. Face au désenchantement compréhensible des citoyen-ne-s, il serait nécessaire de changer de cap.

Quelle Europe sociale ?

La crise économique donnera-t-elle le signal de départ pour une Europe plus sociale ? Ou alors ce mot d'ordre ne sera-t-il mis en avant que le temps d'une campagne électorale, devant l'inquiétude de l'opinion publique, comme cela avait été le cas pendant le débat autour du traité constitutionnel en 2005 ? Un incident au sein de la gauche française apporte des arguments aux sceptiques. Une interview de l'économiste de gauche Jacques Sapir destinée au journal de parti « L'hebdo des socialistes » a été « censurée », selon les dires de l'interviewé. Sapir, dont les positions en faveur d'un certain protectionnisme sont fortement controversées, avait eu des propos irrévérencieux au sujet de l'Europe sociale. Selon l'économiste, interrogé sur la possibilité d'une



PHOTO: RK

« Moins de dividendes, plus de salaire » - une réduction de la complexité réussie.

harmonisation des conditions sociales pour contrer le dumping salarial, il aurait répondu « que je tenais une telle proposition pour une illusion, au mieux, et au pire une hypocrisie ». Sur ce, la journaliste l'aurait averti que de tels propos, en contradiction avec la ligne du PS, ne pourraient être publiés. Interrogé par le magazine en ligne Marianne 2, le parti socialiste a affirmé que la non-publication de l'interview serait due à un simple « changement de programme ».

Ce n'est pas tellement l'opinion négative de Sapir - un spécialiste des scénarios « worst case » - qui amène à douter des perspectives d'une Europe sociale, que la brutalité de la réaction à ses propos iconoclastes. Ceux qui, dans le cadre de leur campagne aux élections européennes, vantent les beaux habits du roi, s'empres- sent tellement à censurer les contradicteurs qu'on doit soupçonner Son Altesse sérénissime, l'Europe sociale, d'être nue.

Et ce n'est pas l'affirmation du syndicaliste Frank Bsirske qui nous rassurera : malgré la pluralité des cultures syndicales, la collaboration au sein de la CES favoriserait la convergence des intérêts. En effet, en parlant des arrêts en faveur du dumping salarial au moyen de travailleurs détachés, il a laissé échapper un « pour les travailleurs polonais, cela peut être attractif, mais pour le

Luxembourg c'est mortel ». En effet, les syndicats d'Europe de l'Est se retrouvent entre le marteau du principe de solidarité internationale et l'enclume d'un salariat pragmatique. Celui-ci est conscient que pour réussir leur rattrapage économique, les nouveaux pays adhérents sont obligés de jouer la carte du bas niveau de salaire - à défaut d'une politique d'aide structurelle sérieuse de la part de l'Union européenne. Les évidences des travailleurs polonais ne sont pas les mêmes que celles d'un syndicaliste défendant les intérêts du secteur protégé d'un pays relativement prospère. La simple défense des droits du travail nationaux ne suffira donc pas. Lors du débat de lundi, le syndicaliste OGBL Nico Clement et l'eurodéputé Claude Turmes ont eu raison de soulever la question d'une réforme de la base de la construction européenne : l'orientation des traités et le rôle d'institutions comme la Commission et la Banque centrale européenne.

Lundi dernier, est également tombée une nouvelle qui a de quoi balayer l'enthousiasme ressenti lors de la manif en ce qui concerne l'avenir du Luxembourg. Le Statec pronostique désormais une récession de quatre pour cent en 2009, entraînant un chômage de sept pour cent en 2010. De quoi illustrer la déclaration - certainement pas désintéressée - du directeur de l'association des banques

et banquiers (ABBL) au journal « Le Quotidien » : « On ne peut pas manifester contre une crise, cela revient à manifester contre le mauvais temps. » Bien entendu, assimiler les crises du capitalisme à des phénomènes naturels, est hautement tendancieux et contestable. Mais quand le directeur de la Fédération des industriels rappelle dans le même journal que « les entreprises que nous représentons ne sont pas non plus responsables de la crise et ce n'est pas à elles d'en payer le prix », on ne peut lui donner entièrement tort. L'évidence s'impose : l'origine de la crise n'est pas au Luxembourg. Et si notre pays risque d'y perdre gros, c'est que aussi bien patrons que salariés ont plutôt profité de la mondialisation et de la financiarisation de l'économie, qui ont créé les conditions de la crise actuelle.

Scier la branche

Qu'un parti conservateur, qu'une manif pour le maintien des droits acquis, rencontrent un tel succès, cela tient au fait que, pour le moment, les Luxembourgeois-espèrent échapper au désastre. Cet espoir contraste avec le spectacle de cette autre manif, celle qui savait définir son adversaire - Arcelor-Mittal - et où des travailleurs non accompagnés de ministres demandaient qu'on leur rende leurs emplois, et non qu'on les conserve.

Marc Glesener, président du syndicat des salariés du secteur financier Aleba, a eu la lucidité de mettre en cause le rôle de la place luxembourgeoise dans la diffusion des papiers à risque. En vérité, dans la mesure où la réussite économique du Luxembourg est une émanation directe du système actuellement en crise, toute initiative luxembourgeoise pour dépasser ce système revient à scier la branche sur laquelle on est assis. Ce serait trop demander aux syndicats que de les inviter à porter le premier coup de hache.

Tout comme sur le plan européen, se pose la question des alternatives sur le plan national. Lundi, Frank Bsirske a proposé de revenir sur la dépendance des exportations de son pays - mais le Luxembourg n'aura même pas ce choix. Il y avait certes consensus sur l'opportunité de lancer un « green new deal », mais Claude Turmes a mis en garde : « Cela ne nous permettra pas de conserver l'économie luxembourgeoise dans son état actuel. » Il a plaidé pour une approche alliant renoncement au superflu et redistribution sociale, mais la ronde était d'accord pour dire que « les gens ne sont pas prêts ». L'état d'esprit qui a présidé au succès de la manif de samedi n'indique pas autre chose.